

Cellule de Pontchâteau (44)

Préparation du Congrès de novembre 2018

le 12 mars 2018

Introduction

Les motifs qui ont conduit à convoquer un congrès extraordinaire du PCF sont clairs. Une perte d'influence électorale catastrophique, que la préservation de deux groupes parlementaires ne peut compenser même si c'est un appui pour rebondir. Un délitement de la gauche, et son recul global, qui favorisent l'entreprise autoritaire de démolition sociale du pouvoir "macroniste". Une influence électorale de l'extrême-droite qui est au plus haut.

Une première question nous est donc posée. Un PCF est-il indispensable ? Les camarades de la cellule unanimes ont répondu **OUI** à cette question. Plus que jamais, notre pays a besoin d'un parti communiste révolutionnaire, donc agissant, autonome, créateur et rassembleur. Nous sommes les seuls à ne pas nous contenter d'une revendication, certes indispensable, concernant une plus juste répartition des richesses. Nos débats et nos actions doivent se définir prioritairement sur les **enjeux décisifs des pouvoirs à conquérir sur l'utilisation de l'argent**. Au cœur de nos réponses, l'exigence d'une tout autre démocratie réelle, en libérant les femmes et les hommes de la domination du pouvoir de l'argent pour définir les buts de vie et de partage, sans hésiter à transformer la gestion des entreprises, des services publics, des banques et de la protection sociale. Un tel contenu, clair et de haut niveau, est un atout pour le rassemblement.

Un véritable renouveau est nécessaire pour notre parti. Si nous voulons tourner le dos à notre éventuelle disparition, les communistes doivent prendre le temps nécessaire pour analyser en profondeur les causes profondes du déclin de leur organisation politique. Quelles en sont les causes ? Des erreurs stratégiques ? Une démarche hésitante animée par une direction trop fragile ?

En fait, il s'agit de bien définir les axes principaux du communisme que nous proposons quant aux perspectives du changement de civilisation, voire du changement d'ère anthropologique, dans lequel la population mondiale, l'Europe et la France sont engagées. Les avancées des sciences et des technologies rendent possible une mondialisation que les logiques du marché capitaliste ne maîtrisent pas. Les équilibres de la planète (l'écologie), le travail moteur de l'activité humaine et la paix dans le monde sont au cœur de l'avenir de la vie sociale civilisée. Ces grands enjeux qui conditionnent l'impressionnante croissance des moyens pour construire une nouvelle civilisation, cohabitent aujourd'hui avec l'urgence qu'il y a à sortir du capitalisme. Nos propositions sont-elles à la hauteur de ces enjeux. **Notre Parti, dans son ensemble**, vit-il à l'heure des bouleversements du changement de civilisation ?

Nous devons transformer le monde, changer la vie. **"Comment faire de la politique en sachant allier audace révolutionnaire avec respect rigoureux des possibles ?"** (Citation de Lucien Sève dans son livre "Octobre 1917", page 122 des éditions sociales). Telle est la question qui nous est posée.

Sur les trois enjeux cités précédemment, la cellule de Pontchâteau propose ci-dessous sa première contribution à la réflexion collective des communistes sur la notion de "**travail**", dans le cadre de la préparation du congrès de novembre 2018.

La civilisation du travail !

Les salariés et leurs organisations syndicales d'une part et les actionnaires et leurs organisations dans le Medef d'autre part, parlent en permanence du travail. Parlent-ils de la même chose ?

Quand un salarié parle du travail qu'il souhaite avoir, une idée implicite domine son discours : "**pour bien faire son travail, il faut l'aimer**". En plus de son salaire, il recherche un travail

intéressant parce que les efforts qu'il y consacre expriment ses rapports à la nature, ses rapports aux autres qui définissent une partie de son identité (être médecin, ouvrier, chercheur) et de son intérêt au travail. Il y a dans cette vision, la construction d'un monde plus humain, l'amélioration des conditions de vie des femmes et des hommes qui l'entourent. Il aime être actif pour toutes ces raisons qui motivent notre vie sur terre depuis des millénaires. Il aime le travail concret qu'il pratique, l'utilité sociale qu'il ressent. Il aime la valeur d'usage de son travail.

Quand un actionnaire parle du travail des autres, il parle de la rentabilité du travail, de sa valeur économique abstraction faite de ses caractéristiques concrètes énumérées précédemment. La fonction de l'actionnaire est d'arbitrer entre ce qui vaut et ce qui ne vaut pas. Ce qui vaut sera évalué monétairement et servira à déterminer le salaire qui sera ainsi proposé, voire imposé, sur le marché du travail. Cette conception n'est pas sans conséquences sur les salariés que l'actionnaire exploite. Un grand nombre d'entre eux ressentent aujourd'hui une contradiction douloureuse entre le travail qu'ils souhaitent produire et celui qui leur est imposé. Dans les conditions actuelles d'exploitation, le travail porte atteinte à leur dignité et à leurs équilibres de vie.

Ces deux regards concernant le travail soulèvent de nombreuses questions et réflexions. Sans prétendre à l'exhaustivité de ces réflexions, la cellule de Pontchâteau a souhaité débattre avec tous les communistes des différents aspects qui suivent.

Ainsi, il peut arriver que la valeur économique d'un produit soit positive alors que sa valeur d'usage est négative. Le *Mediator* a une valeur d'usage négative parce qu'il rend les gens malades tout en ayant une valeur économique positive qui enrichit *Servier*. Il faudrait peut-être débattre et additionner les marchandises dangereuses, inutiles, antidémocratiques, aux effets écologiques désastreux, on arriverait sans doute à une part importante du PIB qu'il nous faudrait supprimer en assurant les formations et les reconversions des salariés concernés comme le proposent les députés communistes au travers de leur projet de loi "sécurité-emploi(travail)-formation".

Si l'ensemble des catégories d'exploités est aujourd'hui en panne, c'est parce que les résultats des offensives passées de la classe ouvrière ne sont plus assumés en terme de lutte de classe. Une partie importante de ces catégories de salariés accepte une pratique salariale de la valeur économique capitaliste émancipée de sa violence. Du coup, leur enjeu est uniquement de déplacer le curseur dans le partage de la valeur entre travail et capital. Ce qui est certes indispensable mais insuffisant car, ce faisant, ces catégories abandonnent la lutte pour changer la pratique de la valeur. Cette stratégie qui place la lutte sur le terrain choisi par la bourgeoisie est une des caractéristiques du réformisme.

La qualification, au cœur des conventions collectives, a été construite comme fondement du salaire par attribution à chaque poste de travail d'un niveau de contribution à la production de valeur. Le salaire à la qualification fait du poste de travail, inclus dans une grille de qualification, le support d'un salaire qui reconnaît non pas les besoins nécessaires au renouvellement de la force de travail, mais la contribution à la production. En mettant en cause la notion de qualification (aujourd'hui le Medef refuse de reconnaître la qualification des docteur – bac+8) qu'elle a dû accepter dans une période historique où le rapport de force le permettait, la bourgeoisie ne refuse pas seulement de payer, mais de s'exposer à la mise en cause de son **monopole** sur la production de valeur. Dès lors que les salariés sont reconnus par la qualification comme producteur de valeur économique, alors ils sont en mesure de prétendre à la maîtrise de la valeur. La notion de qualification peut nous permettre d'intervenir dans le débat actuel du "salaire universel". Il est possible d'envisager un salaire à vie sur les bases d'un montant lié à la qualification de la personne et non pas restreint à la sécurisation du parcours professionnel.

La bataille sur l'emploi laisse au capital l'atout majeur de la propriété de l'outil de travail et du chantage à l'emploi qu'elle rend possible, dès lors que c'est le poste de travail qui est qualifié et pas la personne. Or la classe ouvrière en imposant dans le passé le statut de la fonction publique, celui des électriciens-gaziers ou le régime de la sécurité sociale, a sorti le travail de l'emploi par le haut, pas par le bas. C'est le salaire, la qualification, qu'elle a attaché à la personne. La lutte pour généraliser cette situation à tous les salariés est rassembleuse pour toutes les catégories. La bourgeoisie souhaite que tous les salariés avec elle, se battent

pour une "*défense de l'emploi*" vidé de toute référence à la qualification. A contrario, "**l'humain d'abord**" oriente logiquement notre combat politique vers une conception du travail liée à la qualification de la personne, celle qui aime son travail.

L'introduction dans la production d'une nouvelle révolution technologique (*l'automatisation-numérisation*) pose à nouveau, comme par le passé, la question de ce qu'elle peut engendrer : le meilleur comme le pire, ce sont les femmes et les hommes qui choisissent. D'où l'importance de leur place et leur rôle dans la production.

La rupture des équilibres naturels, qui font l'objet du début de ce texte, accélère la croissance d'une loi naturelle qu'on appellera "le désordre" pour simplifier mais qui est appelée *l'entropie* par les scientifiques de plusieurs domaines de la connaissance. Jusqu'à maintenant, ce désordre était et est encore valorisé par les lois du marché. C'est ce qu'il faut changer, car avec l'organisation en réseaux numériques, le désordre atteint un point extrême, insoutenable à brève échéance. Afin de synthétiser pour être compréhensible de tout le monde, prenons une métaphore un peu simpliste ; n'importe quel propriétaire d'un jardin sait que s'il laisse faire la nature, celui-ci va devenir une petite jungle. Son jardin ne redeviendra agréable que s'il intervient. Le ou la propriétaire intervient en quelque sorte pour remettre de l'ordre c'est à dire pour remettre de la "néguentropie". La place et le rôle des femmes et des hommes dans la production sont donc une nécessité pour remettre de l'ordre dans les gâchis du capitalisme. A cela on peut ajouter que n'importe quelle intelligence artificielle ne peut pas égaler celle de l'être humain parce qu'elle ne peut pas prendre en compte la nouveauté. Un système de reconnaissance de la parole comme celui de nos Smartphones par exemple apprend à partir d'enregistrement vocaux de dizaines de milliers d'heures et de texte de plus d'un milliard de mots, alors qu'un enfant apprend à parler en utilisant deux à vingt fois moins d'heures de paroles, et sans texte.

Ainsi, nous devons construire une société démocratique apte à accepter les choix qui seront débattus en permanence entre, assurer du travail à tout le monde, conserver la maîtrise du système technique et son évolution, réduire le temps de travail et supprimer les travaux pénibles. Nous devons imposer une nouvelle conception de la valeur en économie et la propriété d'usage de l'outil de travail.

Enfin, en quelques décennies, l'individu ("**l'humain d'abord**") s'est transformé sous l'effet des révolutions technologiques et de la mondialisation. D'abord soumis à la machine, il a acquis progressivement des marges d'autonomie qu'il souhaite élargir, sa responsabilité individuelle et collective s'est accrue, il réclame des marges d'initiative qui accroissent ses rapports collectifs aux autres et qui mobilisent son imagination. L'accroissement de la connaissance passe par **l'émotion et la passion**, c'est l'originalité de intelligence humaine. Nous devons donc apprendre à ne pas confondre l'individualisme, qui existe toujours, avec l'expansion de l'individualité qui domine de manière déterminante dans la jeunesse.

Ces quelques réflexions nous montrent l'étendue et l'importance des enjeux que nous devons affronter. Elles sont insuffisantes. Comme le dit ci-bien Pierre Bachman dans les débats de "l'Humanité" le 19 octobre 2017 : "*si l'humain veut s'émanciper, il doit inventer **la civilisation du travail**, alors qu'aujourd'hui nous sommes dans celle de son exploitation*".

Bibliographie

- **Bernard Friot** : "*Vaincre Macron*" édition La Dispute, 2017
"*Emanciper le travail*" édition La Dispute, 2016

Ce texte a été élaboré par des membres de la cellule de Pontchâteau :

Claude Aufort, Roland Cadoret, Christian Duval, Michel Guillet, Marcel Le Bronze, Marc Magnier. Alain Taudon